

# Moniteur financier 2011 : refus de nouvelles dépenses et de hausses d'impôt

## dossier politique

14 juillet 2011

Numéro 7

**Enquête représentative.** Une nette majorité de citoyens suisses soutient une politique financière restrictive. Dans le cadre d'une enquête représentative réalisée par l'institut de recherche gfs.bern, 90 % des personnes interrogées se disent favorables au maintien du frein à l'endettement. 85 % s'opposent à ce que l'État s'attaque à de nouvelles tâches. L'État est invité à accomplir ses tâches de manière optimale en se contentant des recettes à disposition. Les hausses d'impôt se heurtent à un rejet sans appel. Des dépenses supplémentaires ne sont susceptibles de réunir une majorité dans aucun domaine d'activité de l'État. Les points de vue exprimés par les citoyens contrastent avec le relâchement du monde politique dans la gestion des dépenses et le foisonnement de propositions de nouveaux impôts. Au vu des résultats de l'enquête et des défis à venir, le monde politique serait bien inspiré d'en revenir à une politique financière fondamentalement restrictive et de s'attaquer aux réformes structurelles urgentes.

### Position d'economiesuisse

- ▶ Le frein à l'endettement continue à bénéficier d'un large soutien parmi les citoyens. Cet instrument reste la pièce maîtresse de la politique financière.
- ▶ La population exige clairement une politique financière restrictive. Le monde politique doit répondre à cette attente.
- ▶ Les propositions de hausse d'impôt et de nouvelles dépenses publiques se heurtent à un rejet sans appel.
- ▶ Les dépenses publiques et les assurances sociales doivent faire l'objet sans tarder de réformes structurelles si l'on entend prévenir la formation de déficits et de luttes quant à leur répartition.



## Moniteur financier 2011

► L'économie suisse s'est relativement bien remise de la crise

### Contexte économique

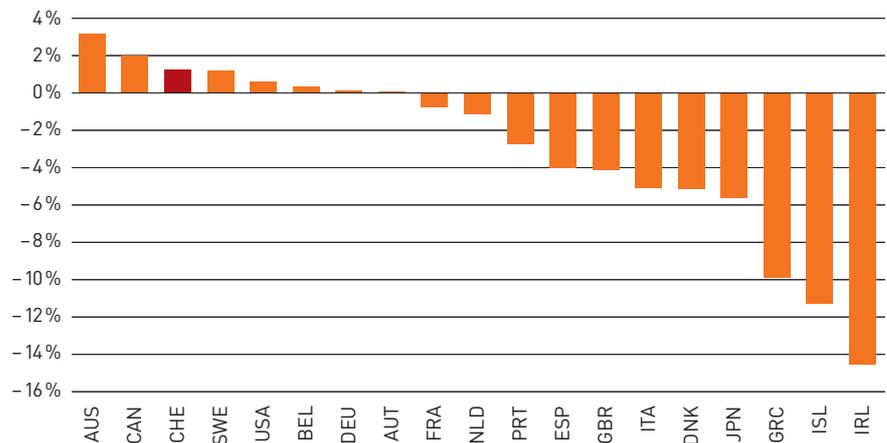
La Suisse s'est relativement bien remise de la crise économique et financière en comparaison avec d'autres États industrialisés. Le produit intérieur brut (PIB) a subi un recul consécutivement à la crise, mais il a retrouvé le chemin de la croissance depuis le troisième trimestre 2009, malgré la forte appréciation du franc suisse. En Grèce, en Islande ou en Irlande par exemple, le PIB se situe aujourd'hui encore à un niveau inférieur de 10 % son apogée d'avant-crise ; à l'inverse, le recul subi en 2009 a déjà été compensé dans des États comme l'Australie, le Canada et la Suisse (graphique 1). En Suisse, le taux de chômage a baissé, passant de 4,5 en janvier 2010 à 2,9 % aujourd'hui. L'OCDE table sur un nouveau recul de l'endettement public en Suisse cette année. Il devrait passer à 39 % du PIB, contre 96 % dans la zone euro et 102 % dans les États de l'OCDE.

### Graphique 1

► Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse dépasse aujourd'hui le niveau record de 2008. Dans la plupart des pays industrialisés, la baisse consécutive à la crise n'a pas encore été compensée.

### Reprise rapide de l'économie suisse

Evolution du PIB en % par rapport l'apogée d'avant-crise



Source : OCDE.

► L'amélioration de la situation économique se répercute sur les résultats de l'enquête

L'amélioration de la situation économique se répercute sur les résultats de l'enquête. Près de 68 % des personnes interrogées estiment que la situation économique demeurera stable au cours des douze prochains mois, alors que 16 % seulement tablent sur une détérioration. Cet indicateur retrouve ainsi un niveau comparable à celui d'avant la crise. En 2009, seuls 34 % des personnes interrogées misaient sur une évolution stable de la situation économique alors que 55 % s'attendaient à une détérioration.

### Objet et méthodologie du moniteur financier

Le moniteur financier est une enquête représentative réalisée à un rythme annuel. Il renseigne sur le point de vue des citoyens sur les principales questions de politique fiscale et financière. La méthode utilisée reste la même d'une enquête à l'autre, de même que les questions posées. Ce choix permet de dégager des tendances à long terme et de tirer des conclusions probantes. Le moniteur financier mesure, tel un sismographe, la fluctuation des sensibilités du public. Les responsables politiques peuvent s'y référer pour définir l'orientation de la politique fiscale et financière. L'enquête est réalisée chaque année par l'institut de recherche gfs.bern sur mandat d'économiesuisse. Les résultats se fondent sur une enquête représentative menée auprès de 1000 citoyens de toute la Suisse. Les entretiens ont été réalisés en tête-à-tête entre le 26 avril et le 15 mai 2011. Les lieux ont été déterminés de façon aléatoire. Les personnes sondées ont été choisies en tenant compte de quotas de sexe et d'âge. Le rapport final du Moniteur financier 2011 peut être téléchargé à l'adresse suivante : [www.economiesuisse.ch](http://www.economiesuisse.ch).

► Le frein à l'endettement est un instrument qui recueille toujours une large approbation

### Endettement public et frein à l'endettement

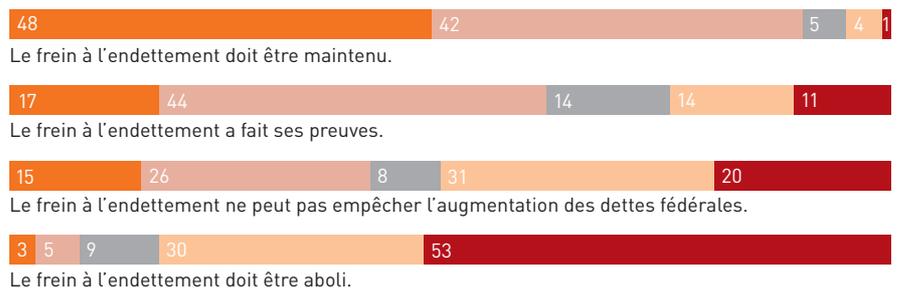
Le frein à l'endettement est en vigueur depuis début 2003 au niveau fédéral. Cet instrument agit sur les dépenses de la Confédération, la règle étant que celles-ci ne doivent pas dépasser les recettes sur l'ensemble d'un cycle conjoncturel. Le frein à l'endettement a conduit à une réduction de 20 milliards de francs des dettes de la Confédération à fin 2010, pour un total de 110 milliards. Le frein à l'endettement avait été accepté à près de 85 % en votation populaire le 2 décembre 2001. Cet instrument de politique financière bénéficie toujours d'un très large soutien parmi les citoyens, comme le montre le graphique 2. Près de 90 % souhaitent qu'il soit maintenu et 61 % estiment qu'il a fait ses preuves jusqu'ici.

### Graphique 2

► Le frein à l'endettement suscite toujours une forte adhésion au sein de la population huit ans après son introduction.

### Points de vue concernant le frein à l'endettement

En pourcentage des électeurs



■ Entièrement d'accord     
 ■ Plutôt d'accord     
 ■ Ne sait pas / pas de réponse  
■ Plutôt pas d'accord     
 ■ Pas du tout d'accord

Source : gfs.bern, Moniteur financier 2011

► Forte adhésion dans l'électorat de tous les partis

L'analyse des résultats par parti politique, tranche de revenu et région linguistique est riche en enseignements concernant le frein à l'endettement. Plus de 90 % de l'électorat de tous les grands partis politiques (UDC, PS, PRD, PDC, PES) est d'avis que le frein à l'endettement doit être maintenu. Ils sont au moins 56 % dans tous les partis à estimer que cet instrument a fait ses preuves. De larges majorités se dégagent aussi dans toutes les tranches de revenu et dans toutes les régions linguistiques.

► L'augmentation des dettes publiques résulte de la crise économique et de politiques dépensières

La forte augmentation des dettes publiques dans les pays industrialisés au cours des dernières années est principalement imputable à la crise économique et financière (graphique 3). C'est du moins ce qu'estiment 96 % des citoyens suisses. Toutefois, une forte majorité (84 %) est d'avis que les politiques dépensières menées ont aussi contribué à l'accumulation de dettes. L'absence de frein à l'endettement dans les pays concernés est une autre cause potentielle, selon 80 % des citoyens. A une majorité de 67 %, les personnes interrogées estiment que l'augmentation des dettes publiques a été alimentée par les prestations de l'État social, 20 % ne partageant pas ou pas totalement cet avis.

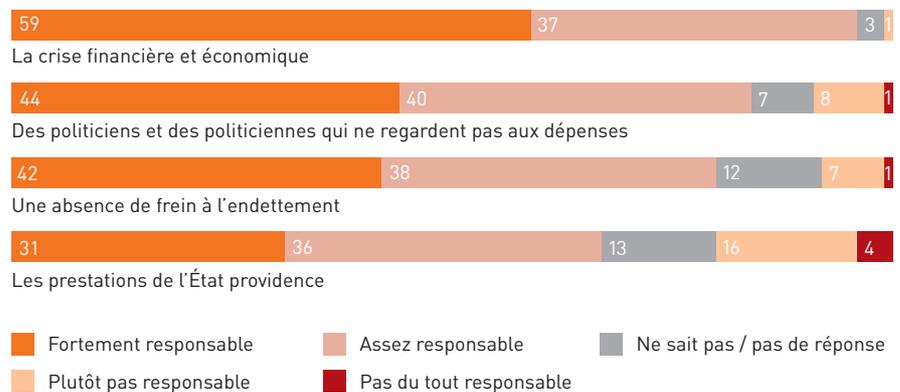
### Graphique 3

► La crise économique et financière n'est pas seule responsable de l'augmentation des dettes publiques dans de nombreux pays industrialisés. Les politiques dépensières menées, l'absence de frein à l'endettement et les prestations fournies par l'État social sont perçues comme d'autres causes.

### Les dettes publiques dans les pays voisins

En pourcentage des électeurs

«Contrairement à ce qui se passe en Suisse, dans de nombreux pays voisins, les dettes de l'État ont beaucoup augmenté au cours des dernières années. Je vais maintenant vous citer quelques éléments qui reviennent constamment lorsque l'on parle de l'endettement public des pays voisins. Veuillez me dire pour chaque élément dans quelle mesure celui-ci est responsable des dettes de l'État. Dites-moi si l'élément en question est fortement responsable de l'endettement public dans les pays voisins, assez responsable, plutôt pas responsable ou pas du tout responsable.»



Source : gfs.bern, Moniteur financier 2011

► Nouvelles dépenses et hausses d'impôt sont clairement rejetées par les citoyens

### Stratégies de politique financière

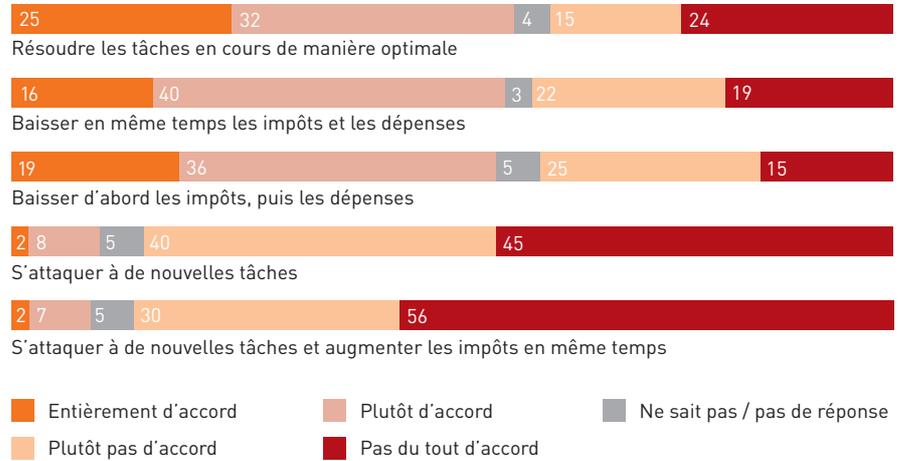
Les citoyens suisses portent une appréciation sans équivoque quant à la stratégie à mener en matière de politique financière. Nouvelles dépenses et augmentations d'impôts se heurtent à un rejet sans appel. La préférence des sondés va clairement aux économies et à la réduction des impôts. Une majorité de 57 % estime que les tâches en cours doivent être accomplies au mieux sans nouvelles recettes. La même proportion (56 %) souhaite que les dépenses et les impôts soient réduits simultanément. La stratégie consistant à s'attaquer à de nouvelles tâches au prix d'une augmentation ultérieure des impôts est clairement rejetée (85 %). Et 86 % des citoyens s'opposent également à ce que l'on couple de nouvelles tâches à une augmentation parallèle des impôts.

**Graphique 4**

► La majorité des citoyens estime que l'État doit trouver des solutions pour accomplir ses tâches sans nouvelles recettes. Nouvelles dépenses et augmentations d'impôt se heurtent à un rejet sans appel.

**Stratégies en matière de finances publiques**

En pourcentage des électeurs



Source : gfs.bern, Moniteur financier 2011

► Les excédents doivent servir à réduire les dettes

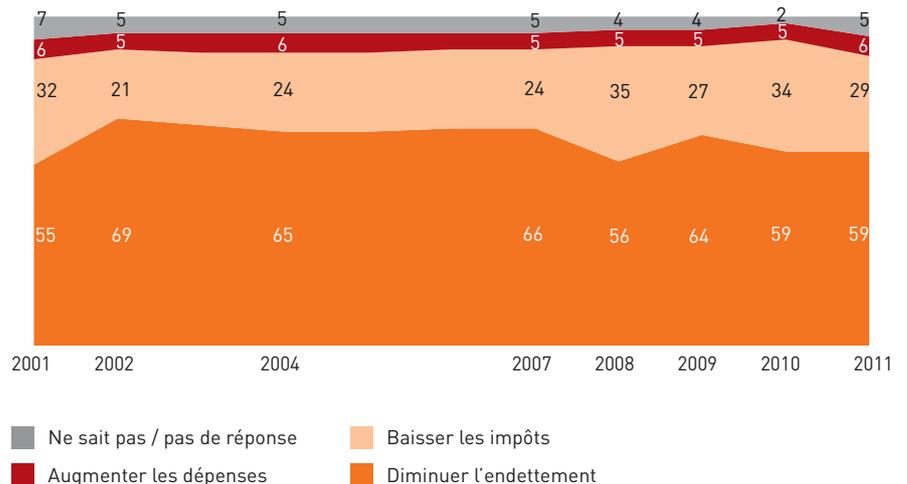
Les citoyens sont largement favorables à une politique financière prudente et restrictive. Leur point de vue sur la manière de gérer les excédents budgétaires le confirme (graphique 5). Une majorité de 59 % souhaite que d'éventuels excédents budgétaires servent d'abord à réduire les dettes. Ce chiffre est stable depuis des années ; 29 % préféreraient réduire les impôts. Seule une petite frange de 6 % privilégie une augmentation des dépenses. Ces résultats n'ont pratiquement pas varié non plus au fil des ans.

**Graphique 5**

► Les citoyens sont clairement d'avis que d'éventuels excédents doivent servir au désendettement (59 %). En deuxième, ils privilégient la réduction des impôts (29 %). En revanche, l'option consistant à augmenter les dépenses ne recueille pratiquement aucun soutien (6 %).

**Utilisation des excédents budgétaires**

En pourcentage des électeurs



Source : gfs.bern, Moniteur financier 2011

► Une tendance à la modération concernant de nouvelles dépenses se dessine depuis 2008

### Dépenses publiques

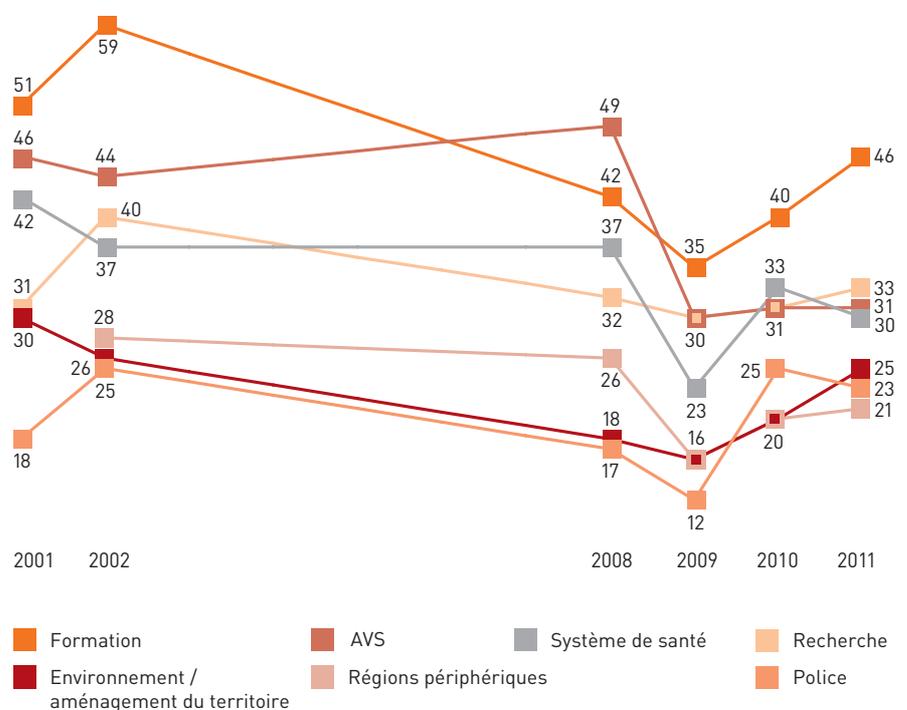
Si l'on segmente les tâches par domaines, une majorité de 53 % est favorable à la réalisation d'économies dans le domaine de l'asile. Des majorités relatives souhaitent réduire les dépenses dans d'autres groupes de tâches : administration publique, armée, services diplomatiques et aide au développement. Une tendance restrictive concernant de nouvelles dépenses se dessine depuis 2008 : aucune majorité ne se dessine en faveur d'une augmentation des dépenses dans aucun domaine d'activité de l'État. Il en allait différemment en 2001 (graphique 6). L'idée d'augmenter les dépenses ne recueille une adhésion relativement forte que dans un seul domaine, celui de la formation. La proportion de citoyens disposés à augmenter les dépenses de l'AVS ou dans le domaine de la santé a nettement diminué en revanche.

#### Graphique 6

► Les citoyens ne sont majoritairement favorables à une augmentation des dépenses dans aucun domaine d'activité de l'État. L'idée d'augmenter les dépenses ne recueille une adhésion relativement forte que dans un domaine: celui de la formation (46 %).

#### Groupes de tâches de l'État (augmenter les dépenses)

En pourcentage des électeurs



Source : gfs.bern, Moniteur financier 2011

► Les dépenses décidées par le Parlement sont en porte-à-faux avec le point de vue exprimé par les citoyens

Les décisions politiques prises ces derniers mois sont en porte-à-faux avec la politique financière restrictive qu'une forte proportion de citoyens appelle de ses vœux depuis des années. D'un côté, le Conseil fédéral a annoncé en janvier 2011, suite à la confirmation d'un excédent budgétaire, qu'il renonçait au programme de consolidation PCO 2012/2013. Pour sa part, le Parlement a avalisé de nouvelles dépenses tous azimuts. Une contribution unique de 1,148 milliard de francs à l'assainissement de la Caisse de pensions des CFF a notamment été décidée en mars 2011 lors de la session de printemps. Simultanément, l'aide au développement a été augmentée de 640 millions de francs pour les années 2011 et 2012. En juin 2011, le Conseil des États a décidé d'acquiescer à 22 nouveaux avions de combat. L'opération pourrait coûter jusqu'à 5 milliards de francs. Elle ne repose encore sur aucun plan de financement. Parallèlement, un montant de 1,2 milliard de francs doit être consacré à l'élimination de lacunes dans l'équipement de l'armée. Au cours de la même session,

le Conseil national a décidé d'augmenter de 100 millions les dépenses pour la formation professionnelle et la recherche. De plus, toute une série d'augmentations ont été acceptées dans d'autres domaines, de l'agriculture au trafic en passant par la culture et les loisirs.

► Pas de marge de manœuvre pour financer de nouvelles dépenses

Ces augmentations des dépenses sont surprenantes. Elles font abstraction d'évolutions qui échappent au contrôle du Parlement. A titre d'exemple, la contribution au financement de l'AVS et de l'AI à laquelle la Confédération est légalement astreinte conduit à une augmentation annuelle de près de 800 millions de francs des dépenses de prévoyance sociale. De plus, la Banque nationale suisse (BNS) ne pourra probablement pas maintenir ses versements annuels à hauteur de 2,5 milliards de francs à la Confédération et aux cantons vu les pertes qu'elle enregistre. La Confédération pourrait ainsi voir ses recettes amputées d'un montant allant jusqu'ici 833 millions de francs. Un dernier facteur mérite d'être mentionné : les incertitudes économiques liées à la force du franc suisse.

► Regard critique sur le rapport entre les prestations publiques et les prélèvements fiscaux

**Impôts**

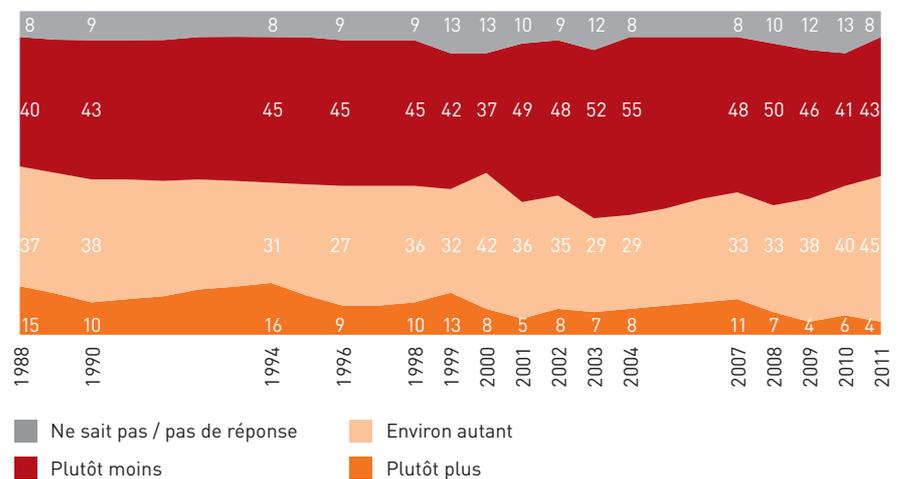
Les citoyennes et citoyens portent aussi un regard critique sur le rapport entre les prestations publiques et les prélèvements fiscaux. Moins de la moitié des citoyens (49 %) estiment que l'État leur fournit des prestations supérieures ou au moins équivalentes à leur contribution; 43 % ont le sentiment de recevoir moins de prestations publiques qu'ils n'acquittent de taxes et d'impôts (graphique 7).

**Graphique 7**

► Moins de la moitié des personnes interrogées sont d'avis que l'État leur fournit des prestations au moins équivalentes aux taxes et impôts qu'ils acquittent.

**Rapport entre prestations publiques et prélèvements fiscaux**

En pourcentage des électeurs



Source : gfs.bern, Moniteur financier 2011

► Les déficits ne justifient pas d'augmenter les impôts

Les citoyens s'opposent à de nouveaux impôts et à la hausse des prélèvements fiscaux même en cas de comptes publics déficitaires (ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle). L'avis qui prédomine depuis des années est que les déficits publics doivent être épongés en réduisant les dépenses plutôt qu'en augmentant les impôts ou les dettes. Ainsi, 83 % des personnes interrogées privilégient une réduction des dépenses et 11 % un accroissement de l'endettement. Seules 2 % sont disposées à augmenter les impôts. 4 % n'ont pas d'opinion.

► Le monde politique discute de toute une série de projets d'alourdissement des impôts

Les points de vue exprimés par les citoyennes et citoyens contrastent aussi avec certaines décisions du monde politique dans le domaine fiscal. La quote-part fiscale de la Suisse selon la définition de l'OCDE a grimpé de 25,8 à 30,3 % du PIB depuis 1990 malgré les réformes fiscales intervenues au niveau fédéral et dans de nombreux cantons. Cette progression demeure la plus forte de tous les pays de l'OCDE hormis le Portugal et l'Italie malgré le ralentissement de la dynamique ces dernières années. Si l'on tient compte de l'ensemble des prélèvements obligatoires, la charge fiscale effective se monte même à plus de 40 % en Suisse, un taux clairement supérieur à la moyenne de l'OCDE. En novembre 2010, l'initiative du PS «Pour des impôts équitables» a été rejetée à une majorité de 58 %. L'initiative aurait restreint la concurrence fiscale et alourdi l'imposition du revenu et de la fortune. Malgré son rejet, certains milieux politiques continuent à réclamer des augmentations d'impôt et de nouveaux impôts. L'une des propositions en discussion vise à introduire au niveau fédéral un impôt de 20 % sur les successions. Selon ses promoteurs, le produit de l'impôt, estimé à quelque 3 milliards de francs par an, serait affecté à raison de deux tiers à l'AVS et d'un tiers aux cantons. Dans le domaine de l'environnement et de l'énergie, plusieurs propositions sont en discussion qui alourdiraient la charge fiscale, tels que le relèvement de la taxe sur le CO<sub>2</sub>, le renforcement de l'imposition des agents fossiles (carburants notamment), une taxe sur l'électricité destinée à promouvoir les énergies renouvelables et de nouvelles taxes d'incitation, dont les recettes devraient être restituées à la population. L'administration fédérale évalue actuellement aussi des propositions de taxes sur la surface habitable («taxe sur l'utilisation du sol») et sur les alcools.

## Conclusions

► Refus de nouvelles tâches et de hausses d'impôt

Le Moniteur financier 2011 confirme qu'une grande majorité de citoyens suisses sont favorables à une politique fiscale et financière restrictive. L'augmentation des impôts et l'extension des dépenses sont rejetées sans équivoque. Ce point fait l'objet d'un consensus, comme lors des précédentes enquêtes. L'État est invité à accomplir ses tâches au mieux avec les ressources à disposition. Cela vaut aussi en période de haute conjoncture, et même en cas de déficits publics importants. D'éventuels excédents doivent être affectés à la réduction des dettes et à des allègements fiscaux. Le frein à l'endettement continue à recueillir une forte adhésion. On peut y voir une reconnaissance de la capacité de cet instrument à freiner les vellétés dépensières du monde politique. Le frein à l'endettement est un pilier du succès de la Suisse dans le domaine de la politique fiscale et financière, à l'instar de la démocratie directe, de la concurrence fiscale, de la péréquation financière et de la possibilité de saisir le référendum financier.

Les résultats du moniteur financier sont stables depuis des années. Ils contrastent avec le relâchement de la discipline budgétaire dont le Conseil fédéral et le Parlement font preuve ces derniers mois. Les excédents réalisés ces dernières années au niveau fédéral ont aiguisé de nouveaux appétits. Alors que de nombreux États sont contraints de ficeler des programmes de consolidation douloureux, le plus grand danger qui guette la Suisse est celui d'un relâchement croissant sur le terrain de la politique financière. Les succès des dernières années tendent de plus en plus à être perçus comme allant de soi. Pourtant, le budget 2012 et le projet de plan financier 2013-2015 de la législature montrent qu'il n'existe toujours pas de marge de manœuvre financière aux yeux du Conseil fédéral. Le financement futur des assurances sociales et du trafic, pour ne citer que ces domaines, représente de lourds défis.

Dans ce contexte, et au vu des résultats du Moniteur financier 2011, le monde politique doit en revenir à une politique fiscale et financière plus restrictive. Le frein à l'endettement joue le rôle d'une glissière de sécurité. Ses exigences ne doivent pas être remises en cause. Des réformes structurelles restent nécessaires en matière de dépenses publiques et d'assurances sociales, en dépit des bons résultats des comptes enregistrés ces dernières années. Il convient de s'y attaquer avant que les problèmes ne deviennent aigus, comme c'est le cas dans de nombreux États européens. Les options sont beaucoup plus nombreuses lorsque l'on intervient en amont. Les projets de nouveaux impôts et d'extension des tâches publiques doivent être rejetés avec fermeté.

**Pour toutes questions :**

[urs.furrer@economiesuisse.ch](mailto:urs.furrer@economiesuisse.ch)

[martin.weder@economiesuisse.ch](mailto:martin.weder@economiesuisse.ch)

[vincent.simon@economiesuisse.ch](mailto:vincent.simon@economiesuisse.ch)